ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 novembre 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la publicité des actes des sociétés commerciales ou à forme commerciale", a donné le 14 janvier 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e november 1975 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffend de openbaarmaking van de akten van handelsvennootschappen en van burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen", heeft de 14e januari 1976 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de remplacer la publication in extenso des actes de sociétés par un système de publication par extrait contenant un certain nombre de mentions obligatoires. Cet extrait est qualifié "d'extrait analytique" Cette terminologie nouvelle entraîne la modification formelle de plusieurs autres articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Selon Littré, en termes de droit, l'extrait consiste tantôt en une analyse, tantôt en une copie sommaire ou partielle d'un acte.

De même en néerlandais, le terme "uittreksel" signifie selon Fockema Andreae ("Rechtsgeleerd Handwoordenboek", 3ème édition) "gedeeltelijk - en voor dat gedeelte of die gedeelten volledig en nauwkeurig - afschrift, betreffende een bepaald onderdeel. De uittreksels staan in zoverre gelijk met copieën". Selon Van Dale, 8ème édition, le terme "uittreksel" signifie "kort begrip", selon Koenen-Endepols, 27ème édition, "beknopt overzicht, kort begrip".

Dans l'actuel article 7 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le mot "extrait" est déjà utilisé sans adjonction de qualificatif et dans le sens d'une analyse de certains éléments essentiels de l'acte.

Il ne semble donc pas y avoir nécessité de qualifier l'extrait d' "analytique" dès lors que l'acception habituelle du terme couvre le système prévu par le projet. En s'en tenant au seul mot "extrait", on permet en outre une simplification de la rédaction du projet.

*

* *

Dans l'article 3 du projet, le dernier alinéa de l'article 9 apparaît inutile. En effet, l'article 9 actuel des lois coordonnées supprime l'exigence de la publication des mandats annexés aux seuls actes de sociétés (anonymes, en commandite par actions, coopératives) pour le motif que ces actes devaient être publiés en entier.

La publication intégrale de ces actes n'étant plus requise aux termes du projet, les mandats qui y sont annexés ne doivent plus davantage être publiés et il est donc superflu de les dispenser de publication dès le moment où les mandats ne sont pas compris dans l'énumération limitative des mentions à publier par extraits.

Le surplus de l'article 9 en projet étant repris dans les textes proposés ci-après, il y a lieu d'abroger purement et simplement l'article 9 des lois coordonnées.

Les articles 6 et 7 des lois coordonnées gagneraient à être remaniés de manière à exposer d'une façon plus systématique ce que devrait contenir l'extrait de l'acte de société, destiné à la publication.

Il est proposé de remplacer les articles 1er à 3 du projet par les articles 1er et 2 rédigés comme suit :

"Article 1er.-

Les articles 6 et 7 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont remplacés par les dispositio suivantes :

.../...

"Article 6. Les actes des sociétés énumérées à l'article 2 sont publiés par extrait aux frais des intéressés.

L'extrait de l'acte constitutif contient de manière précise :

1° la forme de la société;

2° la raison sociale ou la dénomination de la société;

3° la situation du siège social; (1)

4° l'objet social; (1)

5° l'identité des personnes physiques et morales qui ont signé ou au nom desquelles a été signé l'acte constitutif;

6° la désignation des personnes autorisées à administrer et à engager la société et l'étendue de leurs pouvoirs;

7° la durée de la société et l'époque où celle-ci commence ses opérations;

8° en outre, et selon le type de société, les indications prévues par l'article 7.

En cas de modification des statuts, il est publié un extrait signalant les changements apportés aux objets indiqués à l'alinéa 2.

.../...

---

(1) La législation en vigueur ne prévoit pas cette obligation pour les sociétés en nom collectif et pour les sociétés en commandite simple. Le présent projet est l'occasion de combler cette lacune.

Article 7. L'extrait contient en outre :

1° pour les sociétés en commandite simple :
   a) l'indication des valeurs fournies ou à fournir en commandite;
   b) la désignation précise des commanditaires qui doivent fournir des valeurs, avec l'indication des obligation de chacun;

2° pour les sociétés de personnes à responsabilité limitée
   a) le montant du capital social;
   b) la manière dont ce capital est formé ainsi que, le cas échéant, les conclusions du rapport du réviseur d'entreprise sur les apports en nature, établi conformément à l'article 120bis;
   c) le début et la fin de chaque exercice social;
   d) éventuellement, les jour et heure de l'assemblée ordinaire des associés appelée à statuer sur l'approbation des bilans;

3° pour les sociétés anonymes :
   a) en cas de constitution par souscriptions, l'idendité des personnes physiques et morales qui ont signé le projet de statuts;
   b) le montant du capital social;
   c) pour chaque catégorie d'actions : le nombre, les droits, la valeur nominale ou, à défaut, le pair comptable ainsi que, le cas échéant, le nombre des titres ou parts bénéficiaires et les droits attachés à ceux-ci;

.../...

d) pour chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, son objet, le nom de l'apporteur, la valeur nominale globale des actions attribuées en contrepartie, ou à défaut de valeur nominale le nombre de ces actions, et les conclusions du rapport du réviseur concernant cette opération;

e) la forme, nominative ou au porteur, des actions et les modalités de conversion des deux formes de titres lorsque celles-ci ne résultent pas de la loi;

f) les conditions particulières qui limitent éventuellement la cession entre vifs et la transmission pour cause de mort, des actions;

g) les dispositions relatives à la constitution des réserves et à la répartition des bénéfices;

h) dans la mesure où elles ne résultent pas de la loi, les règles qui déterminent le nombre et le mode de désignation des membres des organes de la société, chargés de sa représentation à l'égard des tiers, de son administration ou de sa surveillance;

i) le début et la fin de chaque exercice social;

4° pour les sociétés en commandite par actions :
les indications prévues aux 1° et 3°.

"Article 2.-

L'article 9 des mêmes lois coordonnées est abrogé

.../...

Article 4.

Dans l'article 10, § 4, alinéas 1er, 2 et 3 des lois coordonnées, il convient de laisser subsister les mots "actes ou" de manière à ne pas réduire la portée de l'opposabilité prévue par ces dispositions aux seuls éléments de l'acte qui sont publiés par extraits alors que manifestement cette présomption de connaissance doit s'appliquer aux actes dans leur entier.

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour le liminaire de cet article :

"A l'article 12, § 3, alinéa 1er des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 mars 1973, les 1° et 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

"1° ...;
2° ...;".

Article 7.

Il ne semble pas qu'il faille limiter à l'arrondissement la localisation du journal lorsqu'on dit en même temps qu'il suffit que ce journal soit situé dans la province.

.../...

Le texte suivant est proposé pour le nouvel alinéa 3, b :

"b) deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et la seconde, huit jours au moins avant l'assemblée dans un journal de Bruxelles et dans un journal de la province où se trouve le siège de la société".

Article 8.

Il est proposé de rédiger comme suit le liminaire de cet article :

"L'article 81, alinéa 1er, 2°, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 mars 1973, est remplacé par la disposition suivante : "2° la mention ...".

Article 9.

Les sociétés en commandite par actions ont une raison sociale, mais pas nécessairement une dénomination sociale (voir article 114, 1°, des lois coordonnées).

Il convient dès lors d'écrire en finale du 2° : "... avant ou après la raison sociale".

*

* *

.../...

Du point de vue de la forme et dans un souci de concordance générale, les phrases liminaires des articles du projet devraient indiquer :

1° que les dispositions sont remplacées plutôt que modifiées, chaque fois qu'un texte est substitué à un autre;

2° les subdivisions qui sont remplacées, immédiatement après la mention des articles concernés;

3° les modifications subies par un article, seulement lorsqu'elles portent sur la disposition remplacée;

4° "§ 1er" et "alinéa 1er" plutôt que "§ 1" et "alinéa 1";

5° une ponctuation entre chaque subdivision d'un article.

Ces observations valent notamment pour les articles 4, 9, 10, 11 et 13 du projet.

Het ontwerp heeft tot doel de bekendmaking in extenso van de akten van vennootschappen te vervangen door een stelsel van bekendmaking door middel van een uittreksel dat een aantal gegevens moet bevatten. Dat uittreksel wordt "beknopte vorm" genoemd. Deze nieuwe terminologie brengt mee dat verscheidene artikelen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitdrukkelijk moeten worden gewijzigd.

Volgens Fockema Andreae's Rechtsgeleerd Handwoordenboek, 3e druk, is een uittreksel een "gedeeltelijk - en voor dat gedeelte of die gedeelten volledig en nauwkeurig - afschrift, betreffende een bepaald onderdeel. De uittreksels staan in zoverre gelijk met copieën". Volgens Van Dale, 8e druk, heeft "uittreksel" de betekenis "kort begrip", volgens Koenen-Endepols, 27e druk, "beknopt overzicht, kort begrip".

Volgens Littré betekent de Franse term "extrait" juridisch nu eens "analyse", dan weer "copie sommaire ou partielle d'un acte".

In het huidige artikel 7 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is het woord "uittreksel" reeds gebruikt zonder hoedanigheidswoord en in de zin van een beknopte opgave van een aantal essentiële gegevens uit de akte.

.../...

Het lijkt dus niet onmisbaar het uittreksel "beknopt" te noemen, aangezien de term in zijn gewone betekenis de in het ontwerp bedoelde regeling dekt. Door het bij "uittreksel" te houden kan men de redactie van het ontwerp bovendien vereenvoudigen.

*

* *

In artikel 3 van het ontwerp lijkt het laatste lid van artikel 9 overbodig. Het huidige artikel 9 van de gecoördineerde wetten eist immers geen bekendmaking van de lastgevingen, gehecht aan de akten van aldaar genoemde vennootschappen (naamloze vennootschappen, commanditaire vennootschappen op aandelen, coöperatieve vennootschappen), omdat die akten in hun geheel moesten worden bekendgemaakt.

Nu het ontwerp niet meer eist dat die akten in hun geheel worden bekendgemaakt, hoeven de erbij gevoegde lastgevingen evenmin bekendgemaakt te worden en is het dus onnodig ze van bekendmaking vrij te stellen als het eenmaal zo is dat de lastgevingen niet voorkomen in de beperkende opsomming van de bij uittreksel bekend te maken vermeldingen.

Aangezien de rest van het ontworpen artikel 9 in de hierna voorgestelde tekst overgenomen is, behoort artikel 9 van de gecoördineerde wetten zonder meer opgeheven te worden.

.../...

De artikelen 6 en 7 van de gecoördineerde wetten zouden erbij winnen als ze zo werden omgewerkt dat op een meer systematische wijze wordt aangegeven wat het voor bekendmaking bestemde uittreksel uit de vennootschapsakte zou moeten bevatten.

Voorgesteld wordt, de artikelen 1 tot 3 van het ontwerp te vervangen door de als volgt geredigeerde artikelen 1 en 2 :

"Artikel 1.-

De artikelen 6 en 7 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 6. De akten van de in artikel 2 genoemde vennootschappen worden, op kosten van de belanghebbenden, bij uittreksel bekendgemaakt.

Het uittreksel uit de oprichtingsakte vermeldt nauwkeurig :

1° de rechtsvorm van de vennootschap;

2° de handelsnaam of de benaming van de vennootschap;

3° de plaats van de maatschappelijke zetel; (1)

4° het vennootschapsdoel; (1)

.../...

(1) De thans geldende wetgeving legt deze verplichting niet op voor de vennootschappen onder firma en voor de zuiver commanditaire vennootschappen. Het onderhavige ontwerp kan worden benut om die leemte aan

5° de identiteit van de natuurlijke personen en rechtspersonen die de oprichtingsakte ondertekend hebben of namens wie deze ondertekend is;

6° de personen die gemachtigd zijn de vennootschap te beheren en te verbinden, alsook de omvang van hun bevoegdheid;

7° de duur van de vennootschap en het tijdstip waarop zij haar werkzaamheid aanvangt;

8° bovendien, en naar gelang van het vennootschapstype, de gegevens bepaald in artikel 7.

In geval van statuutwijziging wordt een uittreksel bekendgemaakt met de vermelding van de wijzigingen die in de gegevens van het tweede lid zijn aangebracht.

Artikel 7. Het uittreksel vermeldt bovendien :

1° voor zuiver commanditaire vennootschappen :

a) de in het kapitaal ingebrachte of in te brengen waarden;

b) de nauwkeurige gegevens betreffende de persoon van de commanditaire vennoten die waarden moeten inbrengen, met opgaaf van ieders verplichtingen;

.../...

2° voor personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid :

a) het maatschappelijk kapitaal;

b) de samenstelling van dat kapitaal en, in voorkomend geval, de besluiten van het overeenkomstig artikel 120bis over de inbreng in natura opgemaakte verslag van de bedrijfsrevisor;

c) het begin en het einde van elk boekjaar;

d) eventueel dag en uur van de gewone algemene vergadering van de aandeelhouders die zich moet uitspreken over de goedkeuring van de balansen;

3° voor naamloze vennootschappen :

a) ingeval ze zijn opgericht bij wege van inschrijving, de identiteit van de natuurlijke personen en rechtspersonen die de ontwerp-statuten ondertekend hebben;

b) het maatschappelijk kapitaal;

c) voor elke categorie van aandelen : het aantal, de daaraan verbonden rechten, de nominale waarde of, bij gebreke daarvan, de pariwaarde, alsook, in voorkomend geval, het aantal winstbewijzen of soortgelijke effecten en de eraan verbonden rechten;

.../...

d) voor iedere inbreng in een andere vorm dan in geld, de opgaaf van die inbreng, de naam van de inbrenger, de totale nominale waarde van de als vergoeding toegekende aandelen of, bij gebreke van nominale waarde, het aantal aandelen, alsook de besluiten van het verslag van de revisor betreffende die verrichting;

e) de vorm, op naam of aan toonder, waarin de aandelen zijn gesteld en de nadere gegevens omtrent de wijze van omwisseling van beide vormen van effecten wanneer die gegevens niet uit de wet volgen;

f) de bijzondere voorwaarden die de overdracht van de aandelen onder de levenden en de overgang wegens overlijden eventueel beperken;

g) de bepalingen betreffende het aanleggen van reserves en betreffende de winstverdeling;

h) voor zover ze niet uit de wet volgen, de regels met betrekking tot het getal en de aanwijzing van de leden van de organen van de vennootschap die gelast zijn de vennootschap jegens derden te vertegenwoordigen, ze te beheren of erop toe te zien;

i) het begin en het einde van elk boekjaar;

4° voor commanditaire vennootschappen op aandelen : de gegevens onder 1° en 3°.

.../...

Artikel 2.-

Artikel 9 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven".

Artikel 4.

In artikel 10, § 4, eerste, tweede en derde lid, van de gecoördineerde wetten moeten de woorden "akten of" blijven staan, om te voorkomen dat de in die bepalingen bedoelde mogelijkheid tot inroepen tegen derden zou worden beperkt tot die gegevens uit de akte welke bij uittreksel zijn bekendgemaakt, terwijl het vermoeden dat de betrokkenen er kennis van dragen kennelijk op de akten in hun geheel moet slaan.

Artikel 5.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin van dit artikel als volgt te redigeren :

"In artikel 12, § 3, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, wordt de tekst onder 1° en 2° door de volgende bepalingen vervangen :

"1° ...;

2° ...;".

.../...

Artikel 7.

De aankondiging lijkt niet te moeten worden beperkt tot een nieuwsblad van het arrondissement, aangezien tevens wordt gezegd dat bekendmaking in een nieuwsblad van de provincie ook voldoet.

Voor het nieuwe derde lid, b, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"b) tweemaal, met een tussentijd van ten minste acht dagen en de tweede maal ten minste acht dagen vóór de vergadering, in een Brussels nieuwsblad en in een nieuwsblad uit de provincie waar de vennootschap haar zetel heeft".

Artikel 8.

De inleidende volzin van dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 81, eerste lid, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° de vermelding ...".

.../...

Artikel 9.

Commanditaire vennootschappen op aandelen hebben een handelsnaam, maar niet noodzakelijk een "benaming" (zie artikel 114, 1°, van de gecoördineerde wetten).

Aan het slot van het 2° moet dan ook worden gelezen : "... onmiddellijk voor of achter de handelsnaam".

*
* *

Ter wille van de algemene overeenstemming naar de vorm zouden de inleidende volzinnen van de artikelen van het ontwerp moeten aangeven :

1° dat de bepalingen vervangen, niet : gewijzigd, worden telkens als een tekst in de plaats van een andere komt;

2° de onderverdelingen die vervangen worden, onmiddellijk na de vermelding van de betrokken artikelen;

3° de wijzigingen welke een artikel heeft ondergaan, alleen wanneer zij op de vervangen bepaling betrekking hebben;

.../...

4° in de Franse tekst : "§ ler" en "alinéa ler" in plaats van "§ 1" en "alinéa 1";

5° leestekens tussen elke onderverdeling van een artikel.

Deze opmerkingen gelden inzonderheid voor de artikelen 4, 9, 10, 11 en 13 van het ontwerp.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit :

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeu

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.